

Initiative du groupe des Verts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin de décréter un moratoire sur l'importation d'agrocarburants

Développement

L'augmentation continue des prix du pétrole et la mise en oeuvre de politiques énergétiques nationales visant à favoriser l'approvisionnement en énergies renouvelables et diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ont déclenché une progression massive des surfaces agricoles cultivées pour les agrocarburants [1]. Alors qu'ils promettaient de nous apporter des solutions pour atteindre les objectifs de l'accord de Kyoto, réduire notre dépendance au pétrole et assurer des revenus supplémentaires aux agriculteurs ou aux pays en voie de développement, le bilan des agrocarburants est aujourd'hui nettement plus mitigé.

L'étude de l'EMPA, publiée en mai 2007, a montré que de nombreux agrocarburants issus de plantes cultivées peuvent causer toute une série d'atteintes à l'environnement, souvent plus élevées que l'essence ou le diesel. D'autres études récentes de l'OCDE affirment que si l'on tient compte d'autres paramètres, comme de la superfertilisation ou de l'acidification du sol agricole, de la perte de la diversité des espèces, de la réduction des forêts et tourbières tropicales, ou encore des émissions de protoxyde d'azote par les sols [2], le bilan global des agrocarburants serait même négatif.

En outre, le développement de la production énergétique agricole est en concurrence avec la production de denrées alimentaires, avant tout au détriment des pauvres. On constate une forte diminution des réserves mondiales de céréales et d'autres aliments de base, entraînant un renchérissement conséquent des aliments de première nécessité [3] et des crises alimentaires dans diverses régions du monde. La FAO, l'Organisation mondiale des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ouvre d'ailleurs aujourd'hui son Sommet mondial sur le thème de la sécurité alimentaire, auquel participeront la plupart des grands dirigeants de ce monde, MM. Sarkozy, Ban Ki-Moon, Kirchner, Lula, Zapatero, pour n'en citer que quelques-uns.

L'actualité sur fond de crise alimentaire internationale nous rappelle que la fonction nourricière de l'agriculture est fondamentale pour la population et qu'elle ne devrait pas passer avant la production d'énergie. Même si les agrocarburants ne sont qu'un facteur parmi d'autres qui déstabilisent les marchés alimentaires, tous les modèles s'accordent sur ce point : l'expansion des agrocarburants entrera en conflit avec la production alimentaire [4].

Devant de telles perspectives, il n'est tout simplement pas possible d'aller de l'avant en fermant les yeux et de se féliciter de pouvoir remplacer l'or noir par de l'or vert. Il est par contre indispensable de prendre le temps de trier le bon grain de l'ivraie. Certains agrocarburants produits à base de déchets ainsi que les technologies dites de deuxième génération pourraient présenter un bon bilan écologique et social.

Cette initiative ne s'oppose pas à la substitution d'une part limitée de l'essence légère par du bioéthanol dont le principe avait été énoncé par l'initiative déposée en 2006 par M. le député Claude-André Fardel. Par contre, elle demande que le Conseil d'Etat intervienne auprès de l'Assemblée fédérale pour qu'un moratoire de 5 ans soit fixé pour l'importation

d'agrocarburants et que, durant cette période, des dispositions soient prises pour renforcer nos connaissances sur les impacts écologiques et sociaux, pour favoriser la recherche sur les technologies de deuxième génération et réduire la consommation de carburants.

[1] *La production d'éthanol (à partir de canne à sucre, maïs, blé et betterave à sucre) a progressé au niveau mondial de 31% de 2004 à 2006. En Suisse, la production de diesel végétal (à partir de colza, ou d'importations d'huile de palme et de soja) a triplé de 2004 à 2006.*

[2] *Le N2O est un gaz à effet de serre 300 fois plus puissant que le CO2.*

[3] *+ 57% de hausse en moyenne de mars 2007 à mars 2008 pour les principales denrées consommées dans le monde.*

[4] *Banque mondiale. Rising food prices : Policy options and World Bank response, 2008.*

Lutry, le 2 juin 2008.

(Signé) *Alessandra Silauri et 22 cosignataires*

Mme Alessandra Silauri : —"Les agrocarburants ne sont pas forcément plus écologiques que des carburants fossiles." Je cite la première phrase du communiqué de presse envoyé aux médias par l'Empa (Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche) en mai 2007. A cette date, cet institut de recherche suisse publiait les résultats des écobilans de différents agrocarburants montrant, entre autres, que ceux issus de plantes cultivées provoquent une pollution de l'environnement plus élevée que celle due à l'essence, même si certains de ces agrocarburants présentent un avantage en termes d'émission de CO2. D'autres études plus récentes, qui ont été reprises par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), montrent même un bilan global négatif sur l'environnement, si l'on tient compte de la destruction des forêts et des tourbières tropicales ainsi que de la menace de disparition de certaines espèces ou des pratiques consistant à brûler les forêts pour les mettre en culture.

Les effets négatifs des agrocarburants ne se limitent malheureusement pas seulement aux nuisances sur l'environnement ; ils ont des conséquences sociales encore plus dramatiques. Aujourd'hui le développement de la production énergétique agricole est en concurrence avec la production de denrées alimentaires, au détriment des plus pauvres. On constate une forte diminution des réserves mondiales entraînant un renchérissement conséquent des aliments de première nécessité et des crises alimentaires dans diverses régions du monde. Même s'il est vrai que les agrocarburants déstabilisent les marchés alimentaires, ils ne sont pas le seul facteur. Il n'est pas possible d'aller de l'avant en refusant de voir la réalité ou en se félicitant simplement de pouvoir remplacer l'or noir par l'or vert. Il est donc indispensable de prendre le temps de séparer le bon grain de l'ivraie ; en effet, certains carburants produits à base de déchets, par exemple, ou des technologies dites de deuxième génération pourraient présenter un bilan écologique et social positif.

Même si les importations de la Suisse sont relativement faibles en comparaison de celles de l'Europe ou même des Etats-Unis, je suis convaincue que notre pays peut avoir un rôle de modèle pour la communauté internationale, comme il l'a déjà eu par le passé, notamment en matière de politique environnementale. Dans ce domaine, il jouit d'une grande crédibilité au niveau international et, donc, d'une certaine influence.

Enfin, cette initiative ne s'oppose pas à la substitution d'une part limitée de l'essence légère par du bioéthanol, principe énoncé dans l'initiative déposée en 2006 par M. Claude-André

Fardel. Par contre, elle demande que le Conseil d'Etat intervienne auprès de l'Assemblée fédérale pour qu'un moratoire de cinq ans soit fixé pour l'importation d'agrocarburants issus de plantes cultivées ; elle demande aussi que, durant cette période, des dispositions soient prises pour renforcer nos connaissances sur les impacts écologiques et sociaux, pour favoriser la recherche sur les technologies de deuxième génération et, enfin, pour réduire la consommation de carburants. Je demande que cette initiative soit renvoyée à l'examen d'une commission.

La discussion est ouverte.

M. Claude-André Fardel : — Puisque j'ai été cité par Mme Silauri, vous me permettrez de prendre position sur cette initiative.

Je reprendrai les termes utilisés par M. de Preux tout à l'heure. C'est de la gesticulation dans le domaine mondial que le parlement vaudois s'offre cet après-midi ! J'ai l'impression qu'on a peu d'impact sur un tel marché où les mélanges biocarburants-essence légère sont faits pour nous ou pas pour nous, que les Suisses le veuillent ou non. J'éprouve donc un sentiment d'impuissance. Bien entendu, on peut se donner bonne conscience en en parlant ! Mais cela s'arrête là.

Madame Silauri, comme collaboratrice à l'Office fédéral de l'agriculture, je vous imaginai plus encline à protéger l'agriculture de ce pays, puisque vous savez — vous l'avez peut-être dit sous une autre forme — que la nature ne se contrôle pas facilement. Vous pouvez avoir des productions de 50% cette année et, l'année prochaine, de 150%. Que faire de la surproduction ? Vous avez peut-être la mémoire courte. En effet, c'est souvent l'agriculture qui en subit les conséquences. Si on avait aujourd'hui un débouché pour cette surproduction — au moins pour celle-ci — tout le monde en serait heureux, autant les utilisateurs de voitures que les agriculteurs qui pourraient la valoriser. Au moment opportun, je vous demanderai de ne pas soutenir cette initiative.

M. Olivier Epars : — Je ne voulais pas prendre la parole aujourd'hui, mais là, c'est trop, monsieur Fardel ! Vous parlez de surproduction. Mais savez-vous ce qui est en train de se passer sur la planète Terre à cause des agrocarburants ? Y a-t-il de la surproduction alimentaire actuellement ?

M. Claude-André Fardel : — Dans ce parlement, on ne parle pas de la surproduction mondiale, mais des problèmes du canton de Vaud, voire de notre pays. Au-delà... Il ne faut pas être prétentieux et vouloir trouver des solutions à tous les maux de la terre. La surproduction, monsieur Epars, vous ne l'avez jamais subie ! Vous ne savez pas ce que cela représente pour une profession que de surproduire à un certain moment et de quelle façon cela pèse sur les prix du marché au niveau du canton, voire du pays. Pour l'instant, occupons-nous de notre partie de planète et non pas de la planète entière.

La discussion est close.

L'initiative, cosignée par au moins 10 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.